

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU MARDI 16 DECEMBRE 2025**

Participaient à la séance, avec voix délibérative :

- Mme Nathalie DOMPNIER (*ComUE Lyon Saint-Étienne*) ;
- M. Bruno LINA (*Université Claude Bernard Lyon 1*) ;
- M. Gilles BONNET (*Université Jean Moulin Lyon 3*) ;
- M. Marc BONINCHI (*Université Jean Moulin Lyon 3*) ;
- M. Stéphane RIOU (*Université Jean Monnet*) ;
- M. Emmanuel TRIZAC (*École Normale Supérieure de Lyon*) ;
- M. Pascal RAY (*École Centrale de Lyon*) ;
- M. Frédéric FOTIADU (*INSA Lyon*) ;
- Mme Mireille BOSSY (*Représentante des autres établissements membres : Sciences Po Lyon, VetAgro Sup, ENTPE*) ;
- M. Mathieu FERREY (*Représentant des établissements associés*) ;
- Mme Karine DOGNIN-SAUZE (*Personnalité qualifiée*) ;
- M. Jean-Marie MARTINO (*Personnalité qualifiée*) ;
- Mme Catherine STARON (*Représentante de la Région Auvergne Rhône-Alpes*) ;
- M. Jean-Michel LONGUEVAL (*Représentant de la Métropole de Lyon*) ;
- Mme Vanessa LOUZIER (*Représentante des professeurs des universités ou assimilés*) ;
- M. David DEROUSSIN (*Représentant des professeurs des universités ou assimilés*) ;
- M. Didier VINOT (*Représentant des professeurs des universités ou assimilés*) ;
- Mme Florence RUGGIERO (*Représentante des professeurs des universités ou assimilés*) ;
- Mme Julie-Anne CHEMELLE (*Représentante des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés*) ;
- Mme Béatrice JALUZOT (*Représentante des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés*) ;
- M. Éric PEYROL (*Représentant des autres enseignants-chercheurs, des enseignants*) ;
- M. Rachid SALMI (*Représentant des personnels BIATSS des établissements membres*) ;
- M. Abdel SOUIBKI (*Représentant des personnels BIATSS des établissements membres*) ;

- M. Pierre BENETEAU (*Représentant des personnels BIATSS des établissements membres*) ;
- M. Sylvain BELCONDE (*Représentant des personnels BIATSS de la ComUE*) ;
- M. Thierry GUICHON (*Représentant suppléant des usagers*) ;
- M. Cédric TIROUVINGADAME (*Représentant suppléant des usagers*).

Avaient donné procuration :

- Mme Sandrine CHARLES (*Université Claude Bernard Lyon 1*) à M. Bruno LINA ;
- Mme Isabelle VON BUELTZINGSLOEWEN (*Université Lumière Lyon 2*) à M. James WALKER ;
- M. Florent PIGEON (*Université Jean Monnet*) à M. Stéphane RIOU ;
- M. Christophe FAVERJON (*Représentant de Saint-Étienne Métropole*) à M. Florent PIGEON ;
- Mme Virginie VALENTIN (*Personnalité qualifiée*), à Mme Nathalie DOMPNIER ;
- Mme Françoise ORAZI (*Représentante des professeurs des universités ou assimilés*) à M. David DEROUSSIN
- M. Aurélien CHRISTOL (*Représentant des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés*) à Mme Julie-Anne CHEMELLE ;
- M. Ioan Lucian ROIBAN (*Représentant des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés*) à Mme Julie-Anne CHEMELLE ;
- M. Ruben VERA (*Représentant des personnels BIATSS des établissements membres*) à M. Rachid SALMI ;

Était excusé :

- M. Stéphane UBEDA (*Représentant des ONR membres ou associés*).

Étaient absents :

- M. Gilles ESQUARGUEL (*Université Claude Bernard Lyon 1*) ;
- M. James WALKER (*Université Lumière Lyon 2*) ;
- M. Johan VIDAL (*Représentant des usagers*) ;
- Mme Anna ROHART (*Représentante des usagers*) ;
- M. Lucas BERTRAND (*Représentante des usagers*).

Participaient à la séance, sans voix délibérative :

- Mme Sophie CHABOT, Directrice de l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon (ENSAL) ;
- Mme Coralie EYRAUD, Rectorat de l'académie de Lyon ;
- Mme Irène GAZEL, Directrice générale des services – ComUE ;
- Anne-Cécile PIDAL, Directrice générale adjointe - ComUE
- M. Vincent ARTHAUD, Directeur de cabinet – ComUE ;
- Mme Véronique BODILIS, Agent comptable – ComUE ;
- M. Nicolas COUREAU, Directeur général adjoint Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus – ComUE ;
- Mme Fleur TATHEREAUX, Responsable des affaires juridiques et des marchés publics – ComUE ;
- M. Daouda OUEDRAOGO, Chargé des affaires juridiques – ComUE ;
- Mme Nadège VEFOUR, Assistante de direction – ComUE ;
- M. Patrice VERRIERE, Responsable du budget – ComUE.

Membres en exercice : 41

Membres présents ou représentés à l'ouverture de la séance : 34

L'ordre du jour est le suivant :

• **Partie A :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 octobre 2025
2. Dossier d'auto-évaluation HCERES – information et échanges
3. Plafonds d'emplois étudiants
4. Budget rectificatif n°2 au titre de l'année 2025
5. Budget initial au titre de l'année 2026
6. Association d'un nouvel établissement : Institut Lyfe

7. Désignation d'une personnalité qualifiée (cat. n° 2)
8. Statuts de service de santé étudiante du 102
9. Création de la « Fondation 102 » abritée à la Fondation Innovation et Transitions
10. Feuille de route des commissions formation et recherche – information
11. Bilan annuel schéma directeur DDRSE - information
12. Rapport social unique au titre de l'année 2024

- **Partie B :**

13. Tarifs de prestations de service opérées par la ComUE (modification) :
14. Avenants à des marchés publics :
 - Avenant n° 4 au contrat de partenariat relatif à l'extension de la faculté de médecine Lyon Sud – Campus Charles Mérieux (Lyon Cité Campus) ;
 - Avenant n° 9 au contrat de partenariat « Opération de restructuration, réhabilitation et mise aux normes des bâtiments abritant le site Monod de l'École normale supérieure » (Lyon Cité Campus) ;
 - Avenant n° 25 au marché de conception réalisation et maintenance « Réhabilitation des Quartiers Scientifiques, campus LyonTech-la Doua ».

- **Partie C : Pour information**

Compte-rendu de la délégation de compétence du conseil d'administration à la Présidente de la ComUE Lyon Saint-Étienne.

Questions diverses

La séance est ouverte à 09h35.

Points d'actualité

Mme Nathalie DOMPNIER souhaite la bienvenue à M. Jean-Marie MARTINO, récemment désigné en tant que personnalité extérieure.

Mme Nathalie DOMPNIER évoque le déploiement de la stratégie scientifique de site. Deux nouveaux instituts thématiques ont été lancés : « Arts, culture, création, médiation » et « Intelligence artificielle : concepts, enjeux et usages ». Les instituts thématiques (IT) et les réseaux de coordination disciplinaire (RCD) ont engagé leurs premières actions en lien avec les communautés. Ce déploiement s'accompagne d'actions de communication (pages web, supports, ...). Elle indique que la stratégie scientifique bénéficiera d'un fonds d'amorçage à hauteur de 11 millions d'euros, notamment via un prélèvement sur le fonds de roulement de la ComUE. Ce fonds d'amorçage permettra d'allouer une enveloppe d'environ 600k€ par objet sur 2026-2028.

Mme Nathalie DOMPNIER informe les administrateurs de la mise en ligne récente d'un nouveau site internet de la ComUE, dont l'objectif est notamment de valoriser la dynamique de site, les établissements, ainsi que les services de la ComUE.

Mme Nathalie DOMPNIER évoque une délégation s'étant déplacée aux États-Unis, à New York et Boston, organisée par Onlylyon&co, à laquelle ont participé des acteurs académiques, économiques et institutionnels du territoire. Elle souligne l'intérêt de cette démarche collective, en termes de visibilité du site, de qualité des échanges avec les partenaires rencontrés, etc.

Mme Karine DOGNIN-SAUZE souligne l'intérêt de cette action collective et l'importance de prolonger cette dynamique au-delà de la mission.

M. Pascal RAY confirme également l'impact positif de la démarche collective, soulignant l'intérêt suscité auprès des interlocuteurs rencontrés.

M. Jean-Marie MARTINO souligne également l'importance du lien entre le monde académique et l'écosystème de l'innovation, en particulier dans le domaine de l'accompagnement des start-ups. Il estime que cette coopération constitue un levier majeur pour le territoire et appelle à en renforcer la valorisation.

Mme Nathalie DOMPNIER évoque l'appel à projets « Institut Carnot » et la réponse en cours de construction sur le site. Ce projet est structuré autour de plusieurs axes en lien avec les forces en recherche partenariale du site, avec l'objectif d'y associer largement établissements, organismes de recherche et les Hospices Civils de Lyon.

Mme Nathalie DOMPNIER informe le conseil de la signature récente d'un accord inter-PUI avec les pôles universitaires d'innovation de Clermont-Auvergne et Grenoble-Alpes visant à structurer une coopération à l'échelle régionale, à mutualiser les pratiques et à renforcer les actions communes en lien avec les partenaires économiques et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Mme Nathalie DOMPNIER présente enfin un panorama d'événements récents et à venir.

Partie A

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 octobre 2025 - Délibération n° 56/CA/2025

En l'absence de remarque, Mme Nathalie DOMPNIER propose l'approbation du procès-verbal de la séance du 14 octobre 2025.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 14 octobre 2025, annexé à la délibération.

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 34
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 32
Voix contre : 0
Abstention : 2

2. Dossier d'auto-évaluation HCERES – information et échanges

Mme Nathalie DOMPNIER rappelle la ComUE doit présenter un rapport d'auto-évaluation, lequel sera examiné par un comité d'évaluation du HCERES et donnera lieu à une visite sur site avant la production d'un rapport d'évaluation. Elle indique que, s'agissant de la ComUE, le calendrier est légèrement décalé par rapport à celui des autres établissements du site.

Mme Nathalie DOMPNIER présente la démarche adoptée pour la rédaction de ce document d'auto-évaluation. Une première rédaction globale a été réalisée par le comité de pilotage. Cette rédaction initiale a ensuite été enrichie et amendée par les services. Un séminaire spécifiquement consacré à l'auto-évaluation avait été organisé au préalable, permettant

de partager les enjeux de la démarche et d'ouvrir un espace de discussion collective, complété par un second temps collectif une fois la rédaction suffisamment avancée. Après une relecture par le comité de pilotage, le document a ensuite été partagé avec le CSAE et le CA. Les échanges en séance ainsi que les retours qui pourraient être formulés jusqu'au 9 janvier seront pris en compte avant un dépôt au plus tard le 19 janvier auprès du HCERES. Elle précise que le rapport d'auto-évaluation est organisé autour d'un premier volet consacré au pilotage stratégique et opérationnel, et d'un second volet relatif aux activités, déclinées selon cinq grands domaines d'activité de la ComUE. Elle souligne le caractère essentiellement factuel du rapport, tout en précisant qu'un travail d'analyse de type SWOT a été conduit afin de faire émerger des éléments d'interprétation.

Mme Nathalie DOMPNIER précise que, pour la période quinquennale à venir, un document plus resserré, structuré autour de quatre axes, doit permettre de définir de premières orientations stratégiques.

Le premier axe concerne le déploiement de la stratégie scientifique et de la stratégie d'innovation du site, identifiées comme les objectifs phares pour les prochaines années. Le second axe vise à expliciter la manière dont l'ensemble des missions de la ComUE seront mises au service de ces stratégies, dans une logique de cohérence et d'alignement. Le troisième axe porte sur le maintien et le développement d'une offre de services à destination des établissements et des étudiants du site. Le quatrième axe concerne enfin l'évolution du fonctionnement interne de la ComUE, afin de renforcer son efficacité en tant que structure de coopération et de coordination. Mme Nathalie DOMPNIER indique également qu'un chantier devra être conduit avec les établissements membres concernant la sortie d'expérimentation de la ComUE, dont l'échéance est actuellement fixée à 2028, sous réserve d'une éventuelle prolongation de la période d'expérimentation.

M. Pierre BENETEAU s'interroge sur un projet de délibération portant sur une charte concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, inscrit puis retiré de l'ordre du jour d'un précédent conseil d'administration.

Mme Nathalie DOMPNIER indique que ce document sera soumis aux instances au cours de l'année 2026.

M. Frédéric FOTIADU souligne que cette structuration paraît particulièrement claire et appropriable. Il précise que la stratégie de site présentée s'articule pleinement avec les orientations qui avaient été retenues lors de la production du rapport d'auto-évaluation de l'INSA Lyon.

M. Jean-Michel LONGUEVAL s'interroge sur les suites de la procédure d'évaluation conduite par le HCERES et en particulier sur les effets produits par l'évaluation.

Mme Nathalie DOMPNIER indique qu'une visite du comité d'évaluation est organisée, au cours de laquelle différentes parties prenantes (dont les partenaires, les collectivités, ...) sont auditionnées. A l'issue de cette phase, un rapport d'évaluation est produit par le comité. Elle indique que l'évaluation s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue, sans dimension contraignante. Elle précise également que des interrogations plus larges sur les modalités d'évaluation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche existent, avec des évolutions prévues pour la vague d'évaluation suivante.

Mme Florence RUGGIERO s'interroge sur la soutenabilité budgétaire des orientations stratégiques présentées et l'existence d'un cadrage financier permettant d'apprécier la faisabilité des actions proposées.

Mme Nathalie DOMPNIER indique qu'un effort financier majeur sera porté sur la stratégie scientifique de site et sur son déploiement. Ce financement d'amorçage mobilisant la contribution des établissements via la part site du préciput ANR, la mobilisation du fonds de roulement de la ComUE, ainsi que d'autres ressources identifiées, doivent permettre d'obtenir des financements extra-budgétaires, notamment via des appels à projets (ANR, SGPI, Europe, ...). Elle précise, concernant les missions de la ComUE, que les services sont appelés à réorganiser leurs priorités afin de placer la stratégie de site au cœur de leur action, à ressources constantes. Elle souligne que certaines activités, comme le 102 (centre de santé mentale étudiant) doivent faire l'objet d'une attention particulière au regard de leur modèle économique propre.

Elle précise également que, hors financement de la stratégie scientifique de site via la mobilisation du fonds de roulement, le budget de la ComUE est équilibré. Elle rappelle enfin que les activités de la ComUE sont financées selon des modalités diverses : subvention pour charges de service public, contribution des établissements membres et associés, partenariats, conventions avec les collectivités territoriales, appels à projets, ...

M. Didier VINOT souligne l'aspect structurant de la sortie d'expérimentation de la ComUE dans la continuité de la stratégie collective présentée. Il s'interroge sur les éléments qui alimenteront cette réflexion, sur l'avancement de celle-ci et sur l'implication du conseil d'administration dans cette réflexion.

Mme Nathalie DOMPNIER mentionne que de premiers échanges ont été engagés avec le ministère et le HCERES. Elle rappelle le caractère singulier de la situation de la ComUE expérimentale, l'ordonnance de 2018 ne prévoyant pas de modalités de sortie pour les

ComUE expérimentales. Elle rappelle le travail conjoint mené avec les établissements qui ont mené à redéfinir le positionnement et les statuts de la ComUE en 2023 et 2024. La sortie d'expérimentation soulève la question du cadre juridique le plus adapté pour porter durablement ces missions de coordination.

Mme Françoise ORAZI s'interroge sur la place de la formation dans les axes stratégiques présentés, en particulier dans la stratégie scientifique de site.

Mme Nathalie DOMPNIER rappelle que la stratégie scientifique de site, si elle prend la recherche comme point d'entrée, a bien vocation à traiter du volet formation, celle-ci étant adossée à la recherche. Les instituts thématiques et les réseaux de coordination disciplinaire seront amenés à travailler sur les enjeux de formation (coordination de l'offre existante, émergence de nouvelles formations, ...)

3. Plafonds d'emplois étudiants - Délibération n° 57/CA/2025

Mme Nathalie DOMPNIER présente les éléments correspondant à l'adoption du plafond d'emplois étudiant, dont le support est annexé au présent procès-verbal.

M. Pierre BENETEAU s'interroge sur le caractère « dignes » des emplois étudiants, mentionné dans la délibération, et sur les modalités d'application de cette exigence. Il rappelle les délais pouvant exister dans la rémunération des contrats étudiants au sein d'établissements publics. Il évoque également une modalité existante à l'Université Claude Bernard Lyon 1, prévoyant un versement dès le premier mois travaillé.

Mme Nathalie DOMPNIER précise que cette notion de « dignité » recouvre en premier lieu le fait de proposer des emplois compatibles avec leurs études. Elle souligne la nécessité d'apporter une vigilance particulière au délai de traitement et de versement concernant la rémunération de ces emplois étudiants.

M. Abdel SOUIBKI indique que la situation des étudiants en médecine relève d'une situation de précarité avec des rémunérations réelles très faibles malgré des responsabilités importantes.

Mme Nathalie DOMPNIER rappelle que la délibération porte exclusivement sur les emplois étudiants recrutés par la ComUE. Elle propose en conséquence de procéder au vote sur le plafond d'emplois étudiants fixé à vingt-cinq (25) contrats.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent le recours à des contractuels étudiants recrutés sur le fondement des articles L. 881-2 et D. 811-1 et suivants du code de l'éducation, dans la limite de 25 contrats pour l'année universitaire 2025/2026.

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 34
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 34
Voix contre : 0
Abstention : 0

4. Budget rectificatif n°2 au titre de l'année 2025 - Délibération n° 58/CA/2025

Mme Nathalie DOMPNIER présente le budget rectificatif n°2 au titre de l'année 2025 dont le support est annexé au présent procès-verbal. En préambule, elle porte à la connaissance des administrateurs les conclusions d'un audit fiscal sollicité par la ComUE. Les travaux menés ont permis de préciser les modalités d'application de règles fiscales complexes au regard des activités de la ComUE, et d'engager une mise en conformité sur plusieurs opérations, en particulier s'agissant de la I-Factory et des prestations de services.

Mme Nathalie DOMPNIER indique que l'audit a mis en évidence l'assujettissement de la ComUE à la taxe sur les salaires. Elle indique également que les établissements d'enseignement supérieur en sont exonérés dès lors qu'ils délivrent un diplôme de niveau master ou supérieur. Elle précise que la ComUE ayant cessé de délivrer le doctorat à compter de 2022, cette exonération ne s'applique plus. Une régularisation est donc nécessaire pour les exercices 2023 et 2024, avec une pénalité de retard, en sus de l'acquittement de la taxe au titre de l'année 2025. Ces éléments sont intégrés au budget rectificatif et au budget initial. Elle souligne enfin que l'acquittement de cette taxe pour 2023, 2024 et 2025 s'élève à 1,4 million d'euros, dont environ 450 000 euros concernant des agents recrutés dans le cadre des Labex.

M. Didier VINOT s'interroge sur la prise en charge, sur les budgets Labex, de la taxe sur les salaires de façon rétroactive, pour les années 2023 et 2024, sans que les responsables scientifiques et techniques en aient été informés au moment de la construction de leurs budgets.

Mme Nathalie DOMPNIER précise que la ComUE s'est rapprochée des responsables de Labex afin d'évoquer ce sujet des personnels ayant été recrutés sur les financements des Labex. Elle rappelle que la taxe sur les salaires constitue une dépense éligible dans le cadre

des financements de l'ANR pour les Labex. Le sujet a également été abordé en directoire afin d'examiner des modalités alternatives de prise en charge de cette dépense. Elle précise néanmoins que l'absence de prise en charge de tout ou partie de la taxe sur les salaires sur les budgets des Labex aurait pour conséquence de réduire d'autant les marges de manœuvre financières disponibles pour d'autres projets, notamment ceux relevant de la stratégie scientifique de site. Elle indique que ces discussions sont en cours et vont se poursuivre avec les responsables scientifiques et techniques des Labex, en tenant compte des différentes situations existantes.

M. Patrice VERRIERE explique que l'inscription de cette charge au budget rectificatif 2025 répond avant tout à une exigence de sincérité des comptes, au regard des conclusions de l'audit financier.

Mme Nathalie DOMPNIER ajoute qu'une demande de rescrit fiscal a été déposée afin de solliciter l'analyse de l'administration fiscale au regard de la situation spécifique de la ComUE, et en particulier de sa contribution à la formation doctorale. Un retour de l'administration fiscale est attendu en début d'année 2026 sur ce sujet afin de déterminer les applications précises de cette taxe à la ComUE.

Mme Sandrine CHARLES s'interroge sur l'opportunité que la ComUE délivre un diplôme afin de bénéficier de l'exonération de taxe sur les salaires. Elle précise que cette réflexion pourrait se faire en lien avec la stratégie scientifique de site.

Mme Nathalie DOMPNIER indique qu'il ne lui paraît pas opportun de mener cette réflexion dans l'objectif de répondre à une contrainte ou un problème fiscal. Elle souligne que, si la stratégie collective débouchait sur la délivrance d'un diplôme par la ComUE et en venait ainsi à permettre de résoudre indirectement cette difficulté, cela constituerait un effet positif, mais que cette considération fiscale ne saurait en aucun cas constituer l'argument premier ou structurant de la réflexion stratégique. Elle précise qu'une nouvelle réflexion sera menée sur le doctorat à l'échelle du site universitaire dans le courant de l'année 2026.

M. Didier VINOT ajoute que la décision relative à la discontinuité de la délivrance du doctorat par la ComUE ne relève pas des responsables scientifiques et techniques des Labex et que l'imputation de la taxe sur les salaires paraît, à cet égard, injustifiée.

Mme Nathalie DOMPNIER rappelle que cette décision a été prise par les établissements du site. Elle précise que, du point de vue de l'administration fiscale, la question ne porte pas sur l'origine de cette décision, mais sur l'existence d'une obligation fiscale aujourd'hui constituée, dont la ComUE est redevable et pour laquelle un financement doit être identifié.

Mme Véronique BODILIS présente les éléments relatifs au dispositif de la livraison à soi-même (LASM). Elle rappelle que ce dispositif permet de récupérer la TVA acquittée sur les dépenses de construction, le taux de TVA récupéré dépendant de la nature des activités exercées dans le bâtiment concerné. Elle que la I-Factory bâtiment accueille à la fois des activités relevant du champ taxé et du champ exonéré, la récupération de TVA se fait donc selon un taux mixte, calculé par l'administration fiscale. Suite à une demande de rescrit fiscal, il ressort que la ComUE pourra déduire 53 % de la TVA afférente aux dépenses de construction de la I-Factory, à mettre en regard de l'hypothèse initialement retenue dans le budget de l'opération prévoyant un taux de récupération de 83 %, fondé sur une analyse juridique antérieure. Elle précise que l'écart ainsi constaté représente un surcoût estimatif d'environ 1,8 million d'euros. Ce différentiel se traduira par une augmentation de l'autofinancement de la ComUE pour cette opération immobilière.

M. Patrice VERRIERE et Mme Véronique BODILIS présentent ensuite le budget rectificatif 2025, dont le support est annexé au présent procès-verbal. M. Patrice VERRIERE précise qu'il s'agit d'un budget de déprogrammation visant à ajuster les prévisions initiales aux opérations effectivement réalisées au cours de l'exercice.

M. Patrice VERRIERE précise les éléments suivants. Concernant le plan Campus, un décalage des crédits de paiement est observé vers l'exercice 2026. Concernant les projets liés au Plan d'Investissement d'Avenir (PIA), leur budget est en diminution par rapport aux prévisions initiales. Cette évolution s'explique principalement par les projets liés aux financements IDEX, dont les conventions de reversement sont en cours de finalisation avec les établissements, les paiements correspondants devant intervenir au cours du premier trimestre 2026, donc déprogrammés sur l'exercice 2025.

Mme Véronique BODILIS précise ensuite les éléments relatifs au résultat comptable et à la situation financière prévisionnelle de l'exercice 2025. Elle indique notamment que le résultat de l'exercice est estimé à hauteur de 400 000 euros.

S'agissant de la trésorerie, elle indique que le compte financier faisait apparaître un niveau de trésorerie de 29 millions d'euros. A l'issue de l'intégration du budget rectificatif 2025, ce niveau est désormais estimé à 27,5 millions d'euros.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne votent les autorisations budgétaires, les autorisations budgétaires, les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles tels que détaillés et annexés à la délibération.

Membres en exercice : 41

Quorum : 21

Membres présents et représentés : 33

Membres participant à la séance : 23

Membre ne prenant pas part au vote : 0

Voix pour : 26

Voix contre : 0

Abstentions : 7

5. Budget initial au titre de l'année 2026 - Délibération n° 59/CA/2025

Mme Nathalie DOMPNIER présente les principales orientations du budget initial 2026, dont le support est annexé au présent procès-verbal.

Mme Irène GAZEL indique que des réserves, parvenues ce jour à la ComUE, ont été formulées par le rectorat conformément aux échanges intervenus avec les équipes du rectorat. Les réserves portent sur des éléments relatifs aux opérations pluriannuelles gérées par la ComUE, la pérennité du financement à moyen terme de la stratégie scientifique et le niveau de trésorerie de la ComUE, dont une grande partie est affectée au Plan Campus. Le rectorat pointe également l'impact de l'augmentation de l'autofinancement liée à la récupération de TVA sur le bâtiment de la I-Factory.

Mme Nathalie DOMPNIER précise que la mobilisation du fonds de roulement s'inscrit dans une logique de financement d'amorçage, sans vocation à être pérennisée. La mobilisation du fonds de roulement s'effectue sur une part limitée du fonds de roulement disponible. Elle souligne que, hors financement de la stratégie scientifique de site, le budget de la ComUE est structurellement à l'équilibre.

Mme Nathalie DOMPNIER quitte la salle à 11h00. M. Gilles BONNET préside la séance.

M. Patrice VERRIERE et Mme Véronique BODILIS présentent le budget initial 2026 dont le support est annexé au présent procès-verbal.

M. Patrice VERRIERE indique que le solde budgétaire s'établit à -2,7 M€ et le résultat comptable s'établit à -1,5M€, dû notamment à la mobilisation du fonds de roulement en faveur de la stratégie scientifique de site, au paiement des conventions de reversement liées au projet IDEX, ainsi que des opérations immobilières ou l'impact de projets financés par l'ANR.

Mme Véronique BODILIS indique qu'il est prévu, pour l'exercice 2026, un prélèvement sur le fonds de roulement à hauteur de 8,7 M€, principalement expliqué par le remboursement du capital des emprunts (7,2 M€) et le financement d'amorçage de la stratégie scientifique de site.

Mme Véronique BODILIS présente les indicateurs suivis par le ministère, tout en rappelant la situation spécifique de la ComUE et l'inadéquation de ces indicateurs au regard de cette situation. En particulier, le fonds de roulement de la ComUE est particulièrement élevé en raison des emprunts liés au Plan Campus.

M. Patrice VERRIERE précise, concernant la masse salariale, qu'elle connaît une augmentation en raison du déploiement de la stratégie scientifique de site et l'intégration de la taxe sur les salaires précédemment évoquée.

Mme Françoise ORAZI s'interroge sur la nature et le poids des emprunts évoqués.

Mme Véronique BODILIS rappelle que, dans le cadre du plan Campus, la ComUE a contracté des emprunts, remboursés grâce aux produits d'une dotation non-consomptible affectée à ce projet.

Mme Françoise ORAZI s'interroge sur les remboursements et les prélèvements sur le fonds de roulement, eu égard à ces emprunts.

Mme Véronique BODILIS précise que le niveau élevé du fonds de roulement s'explique largement par le recours à l'emprunt, lequel vient mécaniquement augmenter ce fonds de roulement, portant celui-ci à un niveau proche de 200 M€. Elle ajoute que ce montant ne correspond pas à un fonds de roulement librement mobilisable. Elle souligne que le remboursement progressif des emprunts entraînera une diminution progressive de ce fonds de roulement.

Mme Françoise ORAZI s'interroge sur d'éventuels nouveaux emprunts futurs.

Mme Véronique BODILIS rappelle que les emprunts en cours sont adossés aux intérêts annuels de la dotation non-consomptible, à hauteur d'environ 23 millions d'euros par an, lesquels permettent d'en assurer le remboursement et qu'aucun emprunt n'est prévu.

M. Rachid SALMI s'interroge sur le niveau du fonds de roulement à l'issue des remboursements de l'emprunt lié au plan Campus.

Mme Véronique BODILIS indique que le fonds de roulement sera majoritairement consommé, celui-ci étant principalement constitué par les emprunts contractés pour le financement des opérations immobilières. Elle indique que l'évolution de cette trajectoire financière sera présentée de manière détaillée lors de l'examen du compte financier.

M. Pierre BENETEAU demande que les notifications de subvention pour charge de service public soient rendues accessibles.

M. Gilles BONNET indique que la demande formulée ne semble pas soulever de difficulté technique.

M. Thierry GUICHON intervient selon les éléments repris ici *in extenso* :

« Le BI 2026 fait apparaître une baisse de 40 000 euros d'autorisations d'engagement pour le service QVE par rapport au BI 2025, et de 25 000 euros par rapport au BR1 2025. Cette baisse est directement liée au non-renouvellement d'un ETP au sein du service QVE : un choix que nous désapprouvons fortement.

Nous avons alerté dès la fin de l'année 2024 sur les conséquences d'un non-renouvellement de ce poste et nos inquiétudes à ce sujet. Cette alerte se confirme aujourd'hui avec le départ d'une cheffe de projet dont le contrat a été CDIsé au 102, sans qu'aucun renouvellement ou remplacement ne soit prévu au sein du service QVE.

Derrière la façade du projet de centre de santé mentale étudiant — dont les financements tendent par ailleurs à s'équilibrer avec le passage en SSE — se dessine en réalité un désengagement de la ComUE sur les questions de vie étudiante.

Et ce, dans un contexte où le travail sur ces questions de vie étudiante est plus que jamais nécessaire et que ces services essentiels à la réussite étudiante sont menacés.

Et parce qu'il est important de le rappeler : les services de la ComUE en matière de qualité de vie étudiante relèvent de la stricte nécessité pour pouvoir étudier dans un cadre décent et permettre la réussite des études.

Nous parlons de lutte contre la précarité, face à des étudiants qui ne parviennent ni à se loger ni à se nourrir. Nous parlons d'accès aux droits, d'accès à la santé. Nous parlons de l'accompagnement des étudiants en situation de handicap pour leur garantir un accès au supérieur et un accompagnement digne lors de leurs études. Nous parlons de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, de lutte contre les discriminations, d'accès au signalement. Bref, des conditions indispensables pour pouvoir étudier dignement.

Cette baisse budgétaire intervient de surcroît à un moment où le travail sur la vie étudiante commence à se structurer à l'échelle inter-établissements, avec la mise en place récente de la commission vie étudiante et le lancement de premiers groupes de travail. Des GT dont les sujets ont été validés en directoire et donc approuvés par l'ensemble des établissements membres montrant leur mobilisation sur ces thématiques. Une commission par ailleurs très bien accueillie par les vice-présidents des établissements, qui y voient une réelle volonté de faire mieux, et surtout de faire ensemble.

Là où il faudrait au contraire des moyens pour amorcer des actions communes et permettre à ces dynamiques d'aboutir dans un ESR largement régi par des logiques d'appels à projets, vous coupez déjà les fonds, mettant en difficulté, voire à l'arrêt, des projets en cours, notamment sur les questions de santé.

Dans un service de taille extrêmement réduite au regard des masses budgétaires de la ComUE, chaque euro, chaque poste compte et ont un impact fort.

Ces quelques milliers d'euros de coupe budgétaire, environ 0,1 % des autorisations d'engagement de la ComUE, ont pourtant un impact négatif bien réel sur des milliers d'étudiant.

Alors nous ne sommes pas contre investir des millions sur la stratégie scientifique de site car nous en comprenons l'intérêt, mais cela ne doit pas se faire au détriment des étudiants.

Pour l'ensemble de ces raisons, et face à ces choix politiques, malgré nos échanges et nos alertes répétées, nous nous abstiendrons donc sur le budget initial 2026. »

M. Didier VINOT s'interroge sur les délais de transmissions des observations et réserves du rectorat. Il souhaite que les administrateurs puissent être destinataire du courrier mentionné précédemment.

M. Gilles BONNET rappelle que ces éléments sont en accord avec des échanges intervenus récemment entre les services du rectorat et les services de la ComUE.

Mme Coralie EYRAUD indique que les délais d'analyse des budgets sont particulièrement contraints, tant pour les établissements que pour le rectorat.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne votent les autorisations budgétaires, les prévisions comptables, les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles tels que détaillés et annexés à la délibération.

*Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 31
Membres participant à la séance : 22
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 27
Voix contre : 0
Abstentions : 4*

6. Association d'un nouvel établissement : Institut Lyfe - Délibération n° 60/CA/2025

M. Gilles BONNET présente le point concernant l'association d'un nouvel établissement, l'Institut Lyfe, dont le support est annexé au présent procès-verbal. Il souligne que la demande d'association de l'Institut Lyfe a fait l'objet d'échanges approfondis et d'un vote favorable en directoire de la ComUE.

M. Jean-Marie MARTINO souligne l'intérêt particulier de cette association, en particulier pour le campus Lyon-Ouest – Écully, et estime que cette association s'inscrit dans une dynamique particulièrement positive.

M. Jean-Michel LONGUEVAL rappelle que des réflexions avaient été engagées sur les critères d'association à la ComUE et note que d'autres établissements ont pu formuler ce type de demande. Il s'interroge sur l'état d'avancement de cette réflexion.

M. Gilles BONNET confirme que les demandes d'association sont nombreuses, et indique que les critères d'examen sont clairement définis. Il précise que l'un des critères déterminants réside dans la participation de l'établissement candidat à la dynamique de site. Il souligne, à cet égard, que l'Institut Lyfe est engagé dans cette dynamique collective. Il indique que cette politique de critères permet d'évaluer les différentes demandes formulées à la ComUE.

M. Jean-Michel LONGUEVAL s'interroge sur la demande de labellisation en tant qu'Établissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG) formulée par l'Institut Lyfe.

M. Gilles BONNET confirme qu'une demande de labellisation EESPIG formulée par l'Institut Lyfe est bien en cours.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent l'association de l'Institut Lyfe à la ComUE.

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 26
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 25
Voix contre : 0
Abstention : 1

7. Désignation d'une personnalité qualifiée (cat. n° 2) - Délibération n° 61/CA/2025

M. Gilles BONNET indique que le septième point de l'ordre du jour porte sur la désignation d'une personnalité qualifiée, que cette désignation intervient à la suite de la démission de Mme Virginie VALENTIN, et qu'il est proposé de désigner Mme Ève ROBERT, dont une brève présentation figure dans les documents transmis aux administrateurs.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne désignent Mme Ève ROBERT pour siéger au titre de la catégorie n°2.

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 26
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 26
Voix contre : 0
Abstention : 1

8. Statuts de service de santé étudiante du 102 - Délibération n° 62/CA/2025

M. Gilles BONNET indique que le point suivant de l'ordre du jour porte sur l'adoption des statuts du service de santé étudiant (SSE) du centre de santé mentale étudiant le « 102 », dont le support est joint au présent procès-verbal. Il précise qu'un avis préalable favorable à l'unanimité a été rendu par le CSAE lors de sa séance du 24 novembre.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent les statuts de service de santé étudiante du 102, annexés à la délibération.

Membres en exercice : 41

Quorum : 21

Membres présents et représentés : 26

Membre ne prenant pas part au vote : 0

Voix pour : 25

Voix contre : 0

Abstention : 1

9. Feuille de route des commissions formation et recherche – information

M. Gilles BONNET présente les principaux éléments de la feuille de route des commissions formation et recherche, dont le support est annexé au présent procès-verbal.

10. Bilan annuel schéma directeur DDRSE - information

M. Gilles BONNET indique que le point suivant concerne le bilan annuel du schéma directeur « Développement durable, responsabilité sociétale et environnementale » (DDRSE), et donne la parole à M. Alexandre CHEVALLIER. La présentation concernant ce point est annexée au présent procès-verbal.

M. Alexandre CHEVALLIER présente le bilan des actions menées par la ComUE au cours de l'année 2025. Il rappelle que la ComUE se situe dans une double logique, avec un plan d'action interne, et une contribution à l'échelle du site, à l'animation et à la mutualisation des réflexions et actions conduites par les établissements sur les enjeux de transition socio-écologique.

11. Rapport social unique au titre de l'année 2024 – Délibération n° 63/CA/2025

M. Gilles BONNET indique que le point suivant concerne le rapport social unique (RSU). Il précise que ce document a été préalablement examiné par le CSAE de la ComUE.

M. Didier VINOT indique qu'il serait opportun que le document soit examiné plus tôt dans l'année et qu'il soit accompagné d'une note d'analyse afin d'éclairer les données présentées.

M. Gilles BONNET indique que ces remarques seront prises en compte pour la production du RSU au titre de l'année 2025.

M. Pierre BENETEAU rappelle que le CSAE a donné un avis avec deux voix favorables et trois abstentions. Il indique que le RSU s'appuie sur une base de données sociales et souhaite que soit vérifiée l'obligation de la ComUE de la rendre accessible. Il indique également ne pas avoir trouvé les rapports sociaux de la ComUE sur son site web au titre des années 2022 et 2023. Il souligne également l'intérêt d'une harmonisation des dénominations et acronymes utilisés dans le document. Il indique enfin un nombre très limité d'autorisations spéciales d'absence (ASA) recensées dans le RSU.

Mme Irène GAZEL indique que la saisie des absences des élus dans l'outil de gestion des absences est récente et que l'ensemble des absences n'a peut-être pas été saisi dans l'outil.

M. Vincent ARTHAUD indique que la mise en ligne récente du nouveau site web de la ComUE nécessite quelques ajustements et que les rapports sociaux uniques seront mis en ligne suite à cette séance.

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint—Étienne approuvent le rapport social unique au titre de l'année 2024, annexés à la délibération.

Membres en exercice : 41

Quorum : 21

Membres présents et représentés : 21

Membre ne prenant pas part au vote : 0

Voix pour : 20

Voix contre : 0

Abstention : 1

Partie B

12. Tarifs de prestations de service opérées par la ComUE (modification) - Délibération n° 64/CA/2025

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint—Étienne approuvent, à l'unanimité, les tarifs de mise à disposition ponctuelle des locaux de la I-Factory, tels que détaillés par la délibération.

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 21
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 21
Voix contre : 0
Abstention : 0

13. Avenants à des marchés publics

13.a Avenant n° 4 au contrat de partenariat relatif à l'extension de la faculté de médecine Lyon Sud – Campus Charles Mérieux (Lyon Cité Campus) - Délibération n° 65/CA/2025

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent l'avenant n° 4 au contrat de partenariat relatif à l'extension de la faculté de médecine Lyon Sud – Campus Charles Mérieux (Lyon Cité Campus).

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 21
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 20
Voix contre : 0
Abstention : 1

13.b Avenant n° 9 au contrat de partenariat « Opération de restructuration, réhabilitation et mise aux normes des bâtiments abritant le site Monod de l'École normale supérieure » (Lyon Cité Campus) - Délibération n° 66/CA/2025

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent l'avenant n° 9 au contrat de partenariat « Opération de restructuration, réhabilitation et mise aux normes des bâtiments abritant le site Monod de l'École normale supérieure » (Lyon Cité Campus).

Membres en exercice : 41
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 21
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 20
Voix contre : 0
Abstention : 1

13.c Avenant n° 25 au marché de conception réalisation et maintenance « Réhabilitation des Quartiers Scientifiques, campus LyonTech-la Doua ». - Délibération n° 67/CA/2025

Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne approuvent l'avenant n° 25 au marché de conception réalisation et maintenance « Réhabilitation des Quartiers Scientifiques, campus LyonTech-la Doua ».

Membres en exercice : 41

Quorum : 21

Membres présents et représentés : 21

Membre ne prenant pas part au vote : 0

Voix pour : 20

Voix contre : 0

Abstention : 1

PARTIE C

Pour information : Compte-rendu de la délégation de compétence du conseil d'administration à la Présidente de la ComUE Lyon Saint-Étienne - Délibération n° 68/CA/2025

Les membres du conseil d'administration de la ComUE prennent acte des marchés publics et des conventions signés, exécutés et/ou suivis par la Présidente de la ComUE, au titre de la délégation de compétence qui lui est consentie.

Membres en exercice : 41

Quorum : 21

Membres présents et représentés : 21

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h 05.